

6 Société et Culture

Conflit au sein de la société Addax Petroleum/Réunion de médiation, hier Ministère du travail, employeur et employés se séparent sans résultats

Frédéric Serge LONG

Libreville/Gabon

La rencontre présidée par la ministre Carmen Ndaot n'a pas fait évoluer la situation. Les représentants de l'Onep au sein de la société pétrolière ont estimé que la préoccupation à l'ordre du jour ne répondait pas à leurs attentes, et qu'il fallait plutôt que les discussions tournent autour du nouveau préavis de grève déposé le 16 avril dernier, au lieu de celui du 26 mars.

Photo : Frédéric Serge Long



La ministre du Travail, Carmen Ndaot...

EN dépit de toute la bonne volonté dont fait montre l'administration pour ramener la sérénité et le calme au sein de la société Addax Petroleum Oil & Gas, les choses n'évoluent toujours pas. Hier, la ministre du Travail, Carmen Ndaot, a convoqué une réunion de médiation à son cabinet dans ce sens, mais aucune avancée n'a pu être enregistrée. En cause, l'ordre du jour de la rencontre n'a pas été du goût des em-

ployés de la société pétrolière. Selon eux, les discussions auraient dû tourner autour du nouveau préavis de grève, déposé le 16 avril dernier, au lieu de celui du 26 mars déjà sans objet. La montagne a accouché d'une souris, au final. Plusieurs heures de pourparlers en compagnie, notamment, des travailleurs et des membres du

directoire de la société, représentée par son directeur général, Thierry Normand, sont tombées à l'eau. Mais les points de revendication restent toujours aussi vivaces : la présence d'un représentant du groupe Sinopec pour prendre part aux négociations, la satisfaction des attentes liées à la situation de la main d'œuvre étrangère, à la reclassifica-



Photo : Frédéric Serge Long

...présidant la réunion de médiation.

tion depuis 2014, aux billets vacances et à la considération des promotions et avantages des travailleurs. Mais pour autant, le DG Thierry Normand a déclaré, au terme de la rencontre, resté disposé à poursuivre les discussions en interne avec les employés. Ce qu'a d'ailleurs encouragé la ministre du Travail, déplorant tout de même que la main tendue

par l'administration n'ait pas été acceptée. « Nous avons renvoyé les parties à poursuivre les pourparlers dans le cadre de leurs relations employeurs-employés », a souligné Carmen Ndaot. Ce que ne refuse pas le collectif des travailleurs d'Addax Petroleum, mais insiste plutôt sur le deuxième préavis déposé le 16 avril et qui court jusqu'au 23 de

ce même mois. « Lorsque nous avons reçu l'invitation de madame le ministre le 18 avril, c'était sans savoir que les discussions allaient se focaliser sur le premier préavis qui, lui, est déjà clos. Si rien n'est fait d'ici là, l'activité va être suspendue pendant 20 jours », a expliqué Sylvain Mayabi Binet, secrétaire général de l'Onep (Organisation nationale des employés du pétrole).

Fête nationale de la femme

Communiqué du ministère du Travail

LE ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et de l'Insertion des jeunes porte à la connaissance des em-

ployeurs et travailleurs que, conformément aux dispositions du décret N° 00727/PR/MTEFP du 29 juin 1998, réglementant le régime des

jours fériés en République gabonaise et modifié en son article 2 par le décret N°000484/PM/MTE du 26 mai 2004, "La fête

nationale de la femme" est habituellement organisée le 17 avril de chaque année. Cependant, pour l'édition 2018, les manifes-

tations commémorant ladite journée se tiendront exceptionnellement le mardi 24 avril 2018. En conséquence, la

journée du mardi 24 avril 2018 est déclarée fériée, chômée et récupérable sur toute l'étendue du territoire national.

Fonds national d'action sociale/Lancement du Programme Diboty Les "commerces sur table" bénéficient de 55 millions

AJT

Libreville/Gabon

L'HÔTEL de ville de Libreville a prêté son cadre, mercredi dernier, à la cérémonie de présentation officielle du Programme d'accompagnement à l'autonomisation des Gabonaises économiquement faibles, intitulé "Diboty" (merci en ipunu). Initié par le Fonds national d'action sociale (Fnas), il a été déployé u,ne enveloppe de 55 millions de francs CFA, destinés à accompagner et accroître l'appui à l'insertion socio-économique des femmes gabonaises par la mise en place d'un réseau commercial sur table, pour la vente de produits vivriers. Ce, conformément à la politique sociale impulsée par le chef de l'Etat. L'événement qui se déroulait en présence des membres du Conseil municipal de Libreville a, entre autres, été marqué par la signature de la convention d'accompagnement entre le Fnas et les commer-



Photo : AJT

Louise Mpaga, représentante des bénéficiaires, paraphant la convention d'accompagnement.

çantes bénéficiaires des différents marchés de Libreville. «Le programme Diboty, lancé ce jour au bénéfice de nos compatriotes en situations difficiles, a pour but d'accompagner et de pérenniser le commerce sur table des femmes commerçantes des communes de Libreville, Owendo et Akanda. Son action consiste à mobiliser les ressources pour financer le réseau du commerce sur table au profit de notre cible, sur toute l'étendue du territoire national. Il s'agit également d'étendre la chaîne de dis-



Photo : AJT

Une vue des bénéficiaires.



Photo : AJT

Axel Jesson Denis Ayenoue, maire du 4e arrondissement, et Constant Assari, le directeur général adjoint du Fnas.

tribution des produits issus des activités génératrices de revenus (AGR) et le canal de distribution alimentaire des grands groupes représentés localement», a indiqué le directeur général adjoint du Fnas, Constant Assari, lors de cette cérémonie coïncidant avec la remise des premiers accompagnements.

Occasion pour le maire du 4e arrondissement de Libreville, Axel Jesson Denis Ayenoue, représentant l'édile de la capitale, hôte de l'événement, d'inviter

les bénéficiaires à faire bon usage de ce qui sera mis à leur disposition. « Nous allons toujours avoir un œil sur vos activités, essayer de vous encadrer, voir vos difficultés et toujours être cet interface fidèle du Fnas », a ajouté le maire.

Pour les récipiendaires, qui n'ont pas manqué de remercier le Fnas, cet accompagnement arrive comme une bouffée d'oxygène, au vu des conditions de travail dans les différents marchés de la capitale et de la conjoncture économique du pays. « Grâce à ce financement qui nous est octroyé, nous pourrions améliorer nos conditions de vente et la gestion quotidienne de nos affaires. Nous sommes conscientes que c'est un crédit et que nous devons rembourser suivant les clauses établies dans notre contrat », a relevé Louise Mpaga, la porte-parole des bénéficiaires. Avant d'encourager ses congénères à prendre au sérieux ce financement et à rembourser, afin que d'autres également, à l'avenir, puissent en bénéficier.